



Parc national de Port-Cros

Objet

Avis sur projet arrêté du RLPi MTPM

Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Hôtel de la Métropole
107 boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 Toulon Cedex p

Suivi par

Stéphane Penverne
Tel : 04.94.12.82.37 / 07.61.57.83.76
stephane.penverne@portcros-parcnational.fr
Réf : SP/FV/5233

Date

Hyères, le 11 août 2025

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 14 mai 2025, vous sollicitez l'avis de l'établissement public du Parc national de Port-Cros portant sur le projet arrêté du règlement local de publicité intercommunal (RLPi) de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (délibération n°25/04/059 du 30 avril 2025).

En préambule, je tiens à rappeler la qualité des échanges entretenus avec les services de la Métropole tout le long de l'élaboration de ce document.

Pour mémoire, la réintroduction de la publicité dans les agglomérations comprises dans l'aire d'adhésion d'un parc national est conditionnée à la mise en œuvre d'un règlement local de publicité. Les dispositions de ce dernier doivent être compatibles avec les orientations de protection, de mise en valeur et de développement durable de la charte applicables à l'aire d'adhésion (cf. L581-14 CE). La charte prévoit dans son ambition 4 la mesure partenariale prioritaire 4.1.7 visant à déployer sur le territoire une signalétique performante pour l'économie touristique et valorisante pour l'image du territoire, en harmonisant et en améliorant la qualité des dispositifs de publicité, des enseignes et des pré-enseignes (cf. page 193 de la charte). La réintroduction de la publicité permise par le RLP doit alors se faire avec mesure et parcimonie dans l'objectif de préserver et de valoriser le caractère du parc national, de protéger les secteurs d'intérêt patrimonial, architectural ou paysager. Dans ce but, le RLPi doit limiter le nombre, veiller à l'implantation et recourir à des formats aussi limités et harmonieux que possible des dispositifs de publicité, enseignes et pré-enseignes. L'objectif est de limiter autant que possible les formats de publicité à 4 m² pour l'aire d'adhésion.

Par ailleurs, en abordant la réflexion à l'échelle intercommunale, le RLPi prend pleinement en compte la recommandation de la charte visant à assurer une cohérence sur l'ensemble du territoire et d'éviter le phénomène de report des dispositifs sur les communes voisines.

Trois des communes couvertes par le projet de RLPi sont concernées par l'aire d'adhésion du parc national : La Garde, Le Pradet et Hyères.

L'aire d'adhésion de la commune de La Garde concerne uniquement des espaces hors agglomération (le Plan de La Garde) où la publicité est de fait déjà interdite par le droit commun. Pour les communes du Pradet et de Hyères, l'aire d'adhésion comprend en partie des agglomérations.

Au regard des dispositions prévues par le projet arrêté de règlement, la réintroduction de la publicité dans ces espaces est réalisée dans un rapport de compatibilité avec la mesure de la charte rappelée plus haut.

Sur la commune d'Hyères, on peut signaler la réduction importante du nombre de dispositifs de plus de 4m², dont le nombre passe de 32 à 20. Les 12 dispositifs supprimés concernent les espaces situés sur l'interface terre-mer. Cette suppression participe activement à la préservation du caractère davantage naturel de ces espaces. Les dispositifs conservés concernent quant à eux des espaces fortement anthropisés. Une analyse spécifique a de plus été conduite afin de s'assurer que la présence d'un tel mobilier n'était pas de nature à nuire à de potentielles qualités paysagères ou architecturales environnantes.

Aussi, considérant la compatibilité avec les objectifs poursuivis par la charte de territoire du parc national, j'émetts un avis favorable sur le projet arrêté de RLPI, sous réserve de :

- l'application des dispositions relatives aux enseignes en Site Patrimonial Remarquable (SPR) à la zone ZP1a du village de Port-Cros ;
- l'interdiction des enseignes en surélévation des marquises, des stores ou des auvents dans la zone ZP1a du village de Port-cros. L'inscription du nom de l'enseigne doit être comprise à l'intérieur du volume de l'élément architectural. Sur les stores, l'enseigne pourra ainsi être inscrite sur le lambrequin.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

La directrice

Sophie-Dorothée Duron

Par délégation
Le Directeur Adjoint
François VICTOR

